

VERSEMENT 1260 W

Description globale : justice civile dans le canton d'Aix-en-Othe

Dates extrêmes : 1924 - 1971

Importance matérielle : 37 articles ; 0,36 ml

Service producteur : Justice de paix, Aix-en-Othe

Service versant : Tribunal de grande instance, Troyes

Date d'entrée : 1972 - 1983

Communicabilité maximum : 150 ans à compter de la date de naissance

Début communicabilité : Immédiate

Fin communicabilité : 01.01.2110

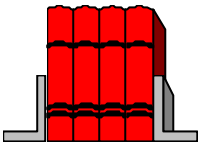
Date de rédaction du bordereau : septembre 2001
N° d'entrée : 53788
Cote de l'inventaire : 1AD10 924

La communicabilité des documents est indiquée en fonction des délais spécifiés par la loi Archives n° 79-18 (30 ans, 60 ans, 100 ans à compter de la date du document, 120 ans ou 150 ans à compter de la date de naissance de la personne). Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Certains dossiers sont communicables immédiatement, que ce soit au titre de la loi n° 78-753 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs, ou au titre de la loi Archives n° 79-10 et pour lesquels le délai de 30 ans est écoulé.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

© Archives départementales de l'Aube, 2001 - Reproduction interdite (Loi du 1er juillet 1992 articles L 335-2 et 335-3 ; Loi du 17 juillet 1978, article 10)



PRESENTATION

Créée par la loi du 24 août 1790, la justice de paix est établie dans chaque canton, ayant à sa tête un juge électif et deux assesseurs. Depuis 1814, le juge est nommé par le gouvernement et a deux suppléants. Chaque justice de paix est dotée d'huissiers et de greffiers.

La mission du juge de paix est celle d'un conciliateur en matière civile ; aucune demande en justice ne peut être portée au tribunal d'arrondissement sans avoir été citée en conciliation devant la justice de paix. qui peut juger en premier ressort ou sans appel suivant la nature des faits. Les audiences sont tenues au chef-lieu de canton, et sur autorisation du Conseil d'Etat, en audience foraine.

Depuis 1919, un même magistrat peut avoir autorité sur plusieurs justices de paix et ses compétences ont été étendues depuis 1905 en matière de droit commun du premier degré.

Depuis la réforme judiciaire de 1958, la justice de paix a été remplacé par le tribunal d'instance.



PLAN DU BORDEREAU

N° Articles	***Description***	***Dates extrêmes***
1	Installation et prestation de serment des fonctionnaires	1941 - 1955
2 - 23	Affaires civiles	1924 - 1960
24	Dommages de guerre	1941
25 – 32	Travail	1938 - 1971
33	Organismes professionnels	1945 - 1948
34 - 37	Agriculture	1946 - 1951

1260 W	Descriptif	Dates extrêmes	Commu-nicabilité
	Justice de paix d'Aix en Othe		
1	Installation et prestation de serment des fonctionnaires : procès-verbaux	1941 - 1955	
	Affaires civiles		
2	Actes civils et de simple police : répertoire	avril 1924 - 1960	
3	Jugements civils : minutes, rapport d'expertise, procès-verbaux de conciliation, d'enquête civile et de visite des lieux	1938 - 1960	
4	Jugements civils : registre	1943 - 1955	
5	Attestations et certificats de propriété à la suite d'une succession	1941 - 1956	
6	Actes de notoriété	1941 - 1956	01.01.2057
7	Conseil de famille, procès-verbaux de délibération	1941 – 1958	01.01.2059
8	Autorisation d'adoption : procès-verbaux de délibération du conseil de famille	1955	01.01.2056
9	Conseil de tutelle, procès-verbaux de délibération	1947, 1951	01.01.2052
10	Idem.	1954 - 1955	01.01.2056
11	Autorisation de vente mobilière à la suite d'une succession : procès-verbaux de délibération du conseil de tutelle	1954 - 1955	«
12	Actes d'émancipation	1946	01.01.2047
13	Idem.	1953 - 1954	01.01.2055
14	Appositions et levées de scellés : procès-verbaux	1947 - 1958	01.01.2059
15	Objets mobiliers : procès-verbal de prisée	1951	
16	Vente mobilière aux enchères publiques : procès-verbaux	1950, 1953	
17	Déclarations d'appel et recours en cassation du tribunal de simple police : registre	1950	
18	Tribunal de simple police d'Aix-en-Othe : jugements	1941, 1943	
19	Idem.	1945 - 1955	
20	Idem.	1958	
21	Tribunal de simple police de l'arrondissement de Troyes : jugements	1960	
22	Avertissements d'amendes de composition : état récapitulatif	1948 - 1958	
23	Déclaration en vue de décliner la nationalité française	1950, 1951	
	Dommages de guerre		
24	Dommages de guerre, constatation de dégâts causés par les troupes françaises : procès-verbal	1941	

1260 W	Descriptif	Dates extrêmes	Commu-nicabilité
	Travail		
25	Apprentissage : déclarations	1945 - 1960	
26	Apprentissage : contrats	1943 – 1962	01.01.2023
27	Idem.	1963 - 1971	01.01.2032
28	Accidents du travail : jugement, dépôt du procès-verbal d'enquête d'accident, procès-verbaux. de clôture et de dépôt d'enquête	1941 - 1960	01.01.2110[1]
29	Affaires prud'homales : jugements, procès-verbaux de non-conciliation	1938 - 1960	
30	Saisie-arrêt des salaires et déclaration de cession : jugement, procès-verbaux de non-comparution du débiteur, déclaration d'intervention d'un créancier opposant, procès-verbaux. de répartition amiable, de répartition judiciaire, de conciliation, de non-conciliation, de non-comparution sur avertissement portant autorisation de saisie-arrêt	1941 - 1960	
31	Livres de salaires et de paye : répertoire	1941 - 1948	
32	Tribunal paritaire de baux à ferme : jugement, procès-verbaux de visite des lieux, de conciliation, de non conciliation, désignation et rapports d'experts	1943 - 1960	
	Organismes professionnels		
33	Commission paritaire de baux à ferme, jugement, désignation et rapports d'experts, procès-verbaux de non-conciliation	1945 - 1948	
	Agriculture		
34	Société coopérative d'utilisation de matériel agricole de Rigny-le-Ferron : dépôt d'acte, statuts	1946	01.01.2047
35	Société coopérative agricole de culture mécanique d'Aix-en-Othe : statuts	1949	01.01.2050
36	Société coopérative d'utilisation de matériel agricole de Rigny-le-Ferron : dissolution	1950	01.01.2051
37	Société coopérative agricole de culture mécanique de Saint-Benoist-sur-Vanne : dissolution	1951	01.01.2052

[1] En raison de l'absence de date de naissance, le délai de 150 ans est compté à partir de la date la plus récente du document.

TABLE DE CORRESPONDANCE
entre les cotes provisoires
et les cotes définitives de la
Sous-série 1260 W

Nouvelle cote 1260 W	Ancienne cote 1033 W
1	287, 289
2	288
3	287 à 289
4	219
5	287, 289
6	287 à 289
7	287 à 289
8	289
9	287 à 289
10	287 à 289
11	289
12	287, 289
13	287, 289
14	287 à 289
15	107
16	288
17	288
18	287 à 289
19	287 à 289
20	287 à 289
21	289
22	289
23	107
24	289
25	287 à 289
26	287 à 290
27	287 à 290
28	287, 289
29	287 à 289
30	287, 289
31	106
32	287 à 289
33	287
34	287
35	288
36	288
37	288